



GMBI : LE FIASCO !

Face au cauchemar de la campagne Gérer Mes Biens Immobiliers (GMBI), la Direction générale des Finances Publiques a confirmé à la presse le report de la date limite de la déclaration au 31 juillet 2023 au lieu du 30 juin.

L'intersyndicale **FO-Solidaires-CGT** a depuis longtemps tiré la sonnette d'alarme et dénoncé tant les conséquences de la suppression de la taxe d'habitation sous couvert de pouvoir d'achat, les dysfonctionnements informatiques d'une application déployée avant que d'être aboutie, les informations immobilières erronées ainsi que les relances à l'aveugle. Depuis des semaines, les signalements remontent de tous les départements.

Le choix du couplage avec la campagne déclarative de l'impôt sur le revenu et les communications égrenant un compte à rebours ou agitant la menace d'une amende ont semé la panique chez les propriétaires et alimenté des files d'attente d'une ampleur inhabituelle qui plus est accueillies dans des conditions parfois indécentes.

Le déploiement de GMBI a réussi le tour de force de transférer le travail aux usagers tout accroissant démesurément la charge de travail des agents. Le nombre de contacts physiques et téléphoniques a littéralement explosé, les services ne peuvent plus suivre malgré l'engagement total des personnels qui s'épuisent depuis des semaines ! **Une fois de plus les personnels de la DGFIP ont été envoyés au casse-pipe ! Maintenant ça suffit !**

Pour l'intersyndicale **FO-Solidaires-CGT**, Il est largement temps de redonner aux services de la DGFIP les moyens humains, budgétaires et informatiques nécessaires à l'exercice quotidien des missions et de sortir de l'illusion coûteuse que la dématérialisation pourvoit à tout.

L'obsession de la réduction de la dépense publique est une drogue dure et ce sont toujours les agents et les usagers qu'ils servent qui finissent par payer l'addiction !